

25 juin 2021

Évolutions monétaires – France • Mai 2021

La croissance annuelle des dépôts à vue revient sur sa tendance d'avant crise

Le rythme annuel de croissance des dépôts à vue s'établit à + 8,8 % en mai 2021 (après + 13,1 % en avril et + 17,5 % en mars 2021), soit son rythme d'avant crise.

La croissance annuelle de l'agrégat M2 – M1 décroît légèrement (+ 8,4 % en rythme annuel, après + 8,9 % en avril) principalement en raison du ralentissement des comptes sur livret (+ 9,4 %, après + 9,8 % en avril) et, dans une moindre mesure, des dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+ 1,7 %, après + 2,9 % en avril).

La réduction des placements sous forme de titres d'OPC monétaires en mai (+ 22,0 %, après + 25,9 %) modère la croissance de l'agrégat M3-M2, qui s'établit à + 7,9 % sur un an (après + 8,8 % en avril et + 2,8 % en mars).

Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, la croissance de la composante française de l'agrégat M3 baisse en mai 2021 (+ 8,9 % en rythme annuel, après + 11,7 % en avril et +12,4 % en mars 2021).

France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

	Encours (en Mds €) (a)	Taux de croissance annuel (en %) (a)			
		mai-21	mars-21	avr-21	mai-21
Dépôts à vue	1 434	17,5	13,1	8,8	
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 434	17,5	13,1	8,8	
<i>Ressources résidentes incluses dans M1, moyenne mobile 3 mois</i>			21,4	17,9	13,1
Dépôts à terme ≤ 2 ans	115	5,0	2,9	1,7	
+ Comptes sur livret	803	10,5	9,8	9,4	
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	919	9,8	8,9	8,4	
<i>Ressources résidentes incluses dans M2-M1, moyenne mobile 3 mois</i>			10,1	9,7	9,0
Titres d'OPC monétaires	283	21,5	25,9	22,0	
+ Pensions	29	-36,5	-31,8	-29,3	
+ Titres de créance ≤ 2 ans	49	-29,8	-22,6	-20,3	
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	360	2,8	8,8	7,9	
<i>Ressources résidentes incluses dans M3-M2, moyenne mobile 3 mois</i>			5,2	5,1	6,5
Total des ressources résidentes incluses dans M3	2 713	12,6	11,1	8,5	
<i>Total des ressources résidentes incluses dans M3, moyenne mobile 3 mois</i>			14,9	13,1	10,7
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	269	5,2	14,0	10,0	
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	44	-17,5	-10,9	-8,2	
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	2 939	12,4	11,7	8,9	
<i>Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro, moyenne mobile 3 mois</i>			15,0	13,2	11,0

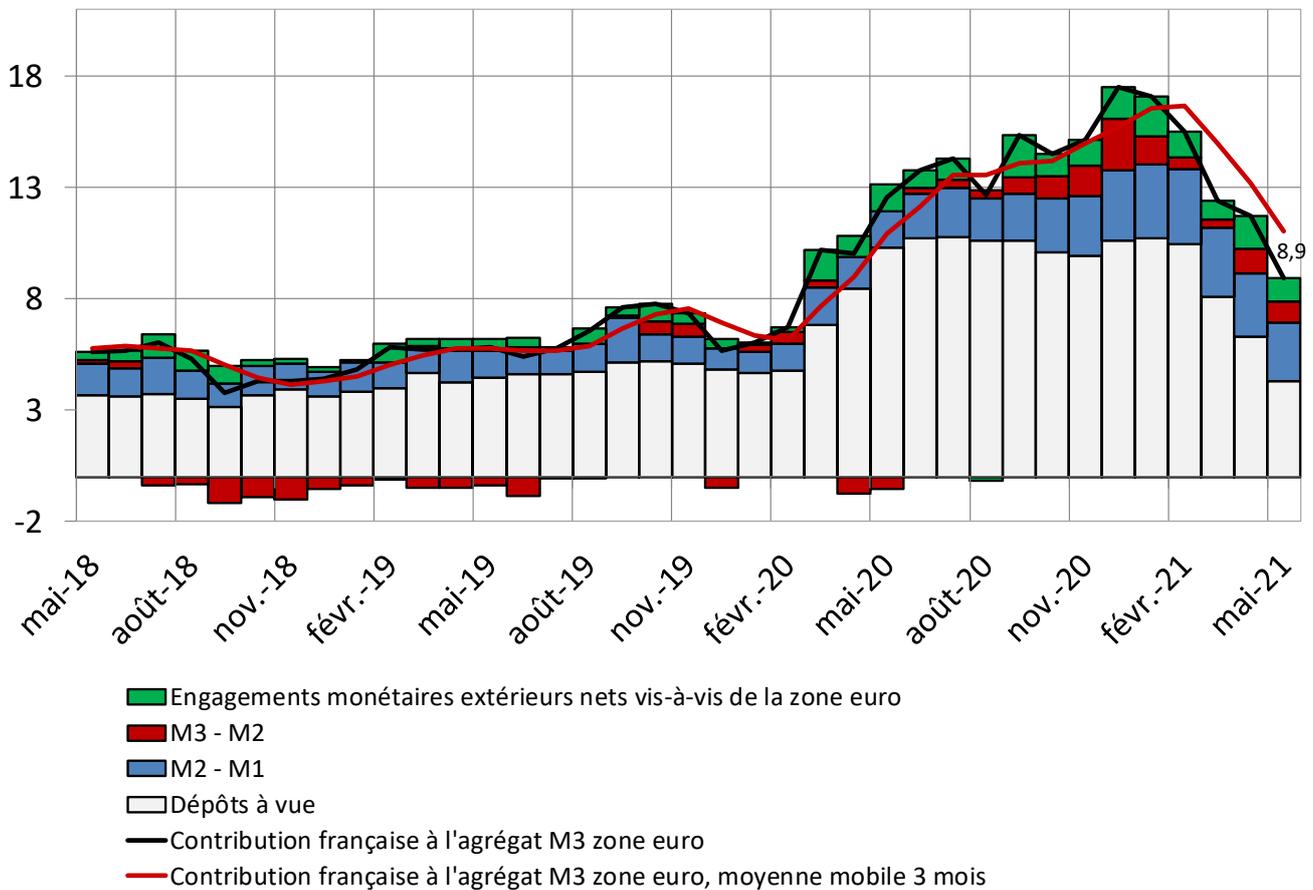
(a) Données cvs.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Contributions à la croissance de la composante française de M3

(Taux de croissance annuel en %)



Complément

L'encours des avoirs monétaires (hors billets et pièces) est constitué de placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (établissements de crédit, sociétés de financement, Caisse des dépôts et consignations, OPC monétaires et banque centrale).

Les comptes sur livrets comprennent les livrets A, les livrets de développement durable, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des certificats de dépôts émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

